

---

## L'intellectuel suisse entre expertise et critique

En Suisse comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'intellectuel naît au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. Mais alors qu'à la faveur de l'Affaire Dreyfus, l'intellectuel français s'impose avec force et éclat, la figure de l'intellectuel suisse émerge avec plus d'hésitation, à l'instar de son pendant italien ou allemand.

Certes, les conditions sociales d'une telle apparition sont réunies: «âge d'or» de la presse, développement du marché éditorial et littéraire, relayé par une critique médiatique bien organisée, secteur tertiaire en expansion (enseignants, avocats, fonctionnaires, employés...) qui fournit les forts contingents de lecteurs intéressés par le débat intellectuel, constitution d'un milieu littéraire suffisamment structuré pour qu'y apparaisse une logique de la distinction, qui se manifeste notamment dans le ton agressif adopté par quelques «revues de jeunes» envers les critiques en place...

Mais les modèles d'intervention que les intellectuels français ont utilisés durant l'Affaire ne sont pas facilement importables, étant donné les structures du monde politique suisse, et notamment sa remarquable capacité intégrative, d'une part, et d'autre part le multilinguisme du pays qui fragmente l'opinion publique nationale. Il manque aussi l'«affaire» capable de mobiliser émotionnellement. En 1905, la destruction du rempart de Soleure suscite quelques articles provocants et quelques pétitions d'artistes et d'architectes contre les méfaits d'un urbanisme trop agressif, mais la protestation est rapidement canalisée dans une Association pour la protection du patrimoine, plus connue sous sa dénomination alémanique *Heimatschutz*, qui se défend de faire de la politique. En été 1908, nouvelle occasion, gâchée: l'extradition de l'anarchiste russe Victor Wassilieff. Deux ans plus tôt, le jeune homme a assassiné le chef de la police de Penza (Russie), à la réputation peu flatteuse. Crime politique ou crime crapuleux? Sollicité, le Tribunal fédéral tranche pour la deuxième solution, livrant ainsi Wassilieff à la police du Tsar, mais par cinq voix contre quatre seulement... Cette décision soulève une grande émotion dans le pays et à l'étranger. Dans la revue *Wissen und Leben*, Ernest Bovet évoque un «nouveau Dreyfus». Lettres de protestations, articles dans le *Bund* ou la *Tribune de Lausanne*, conférences, pétitions, manifestations même,

à Genève et à Lausanne... Les intellectuels suisses vont-ils se mobiliser? En fait, ils hésitent à se lancer dans la bataille, probablement parce que le mouvement de protestation est habilement instrumentalisé par la gauche, qui y voit l'occasion de remettre en cause toute la politique d'asile du pays et qui fait de Wassilieff un martyr non seulement du pouvoir tsariste mais aussi de la bourgeoisie et du capitalisme suisses. Plusieurs réunions de protestation contre l'extradition du Russe sont en effet organisées par le parti socialiste ou par les syndicats, et elles sont l'occasion de faire le procès de l'Etat bourgeois et de son insensibilité présumée. Les intellectuels se sont laissés prendre de vitesse, ils n'ont pas su universaliser le débat et ils craignent de devenir les otages d'un affrontement politicien. Seuls quelques téméraires, comme le dramaturge et homme de lettres René Morax, le professeur Auguste Forel ou le professeur et essayiste Ernest Bovet, se lancent donc aux côtés des ténors socialistes dans un combat qui se révélera vain, Wassilieff étant livré à la Russie à la fin juillet...

En fait, c'est un long débat qui va peu à peu réveiller les intellectuels suisses, un débat autour de la redéfinition identitaire et sociale d'un pays qui aurait épuisé les possibilités de l'idéal radical quarante-huitard et serait entré dans une profonde crise morale. C'est la question de l'helvétisme. Elle est à l'origine de l'apparition de plusieurs revues, *Samstag* (1904–1913) à Bâle, *La Voile Latine* (1904–1910) puis *Les Feuilletts* (1911–1913) à Genève, la *Berner Rundschau* (1906–1910) qui devient *Die Alpen* (1910–1913), *Wissen und Leben* (1907–1925) à Zurich, qui toutes se montrent préoccupées au premier chef d'un renouveau spirituel du pays. Quelques grands journaux participent à la discussion et contribuent à lui donner une plus grande visibilité. S'ils se rejoignent largement sur le diagnostic général qu'ils portent sur l'état du malade, les intellectuels engagés dans ce débat divergent quant aux remèdes. Après une première période de compagnonnages un peu troubles, deux camps se dessinent, proposant des réponses politiques différentes. Pour Gonzague de Reynold ou Paul Schmitz, une réaction nationaliste s'impose, dans laquelle l'antiparlementarisme allant jusqu'à l'antidémocratie, un antisocialisme intransigeant exsudant la crainte haineuse des classes populaires et une xénophobie fortement teintée d'antisémitisme jouent un rôle central. Mais pour Ernest Bovet ou Carl Albert Loosli, la solution ne se trouve pas dans une défiance envers la démocratie, mais dans son approfondissement, sa régénération morale, dans l'ouverture du pays au monde et dans une réflexion sur son avenir, basée non sur un passé mythique mais sur un projet de société bâti autour de la justice sociale, seule manière de protéger les classes populaires contre la tentation socialiste.

L'intellectuel suisse ne naît donc pas «à la française», comme un défenseur éperdu de valeurs universelles, mais comme un homme soucieux surtout de promouvoir des valeurs culturelles nationales, voire nationalistes. Les femmes

ont peu de place dans cette configuration, et lorsque l'une ou l'autre d'entre elles songent à s'exprimer, comme Marguerite Burnat-Provins ou T. Combe (pseudonyme asexué d'Adèle Huguenin), par exemple, elle est vite remise à sa place...

Au lendemain de la Grande Guerre, c'est la version conservatrice de l'helvétisme qui s'impose dans le débat intellectuel sur l'identité nationale. Promue par des intellectuels qui se plaisent à fréquenter les hautes sphères du pouvoir et à jouer les conseillers du prince, l'helvétisme se fige et s'institutionnalise dans la doctrine de la Défense nationale spirituelle, dont l'influence va se faire sentir sur la culture politique suisse durant une bonne quarantaine d'années, jusqu'à la fin des années 1960. La figure dominante du clerc helvétique, durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle en tous cas, prend les traits de l'intellectuel organique, au sens gramscien de «commis du groupe social dominant», voire de l'intellectuel expert.

Sans être contestataire ni chercher à jouer un rôle de contre-pouvoir critique, ne comptant pas sur le soutien et la reconnaissance de l'opinion publique pour acquérir une plus grande notoriété, l'intellectuel expert agit dans une relative discrétion. Evoqué par l'article de Jean Solchany, le cas du professeur allemand Wilhelm Röpke, idéologue d'un néolibéralisme très conservateur qui s'acculture avec facilité dans le monde politico-économique suisse d'après-guerre, est révélateur: introduit auprès du Vorort, des dirigeants bancaires et bien sûr de plusieurs Conseillers fédéraux, accueilli dans les colonnes de la *Neue Zürcher Zeitung* et du *Journal de Genève*, Röpke contribue par son itinéraire et son action à faire qu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, la «Confédération s'affirme comme l'un des principaux foyers du néolibéralisme». Le tout sans éclat, ni publicité mais avec une efficacité certaine. Le cas de l'anthropologue Eugène Pittard, étudié par Serge Reubi relève d'une posture analogue: si le scientifique doit impérativement éviter que la science ne soit instrumentalisée dans des polémiques partisanses, il s'efforcera en revanche d'avoir l'oreille des élites politiques qu'il peut guider dans leurs choix.

Le plus souvent directement sollicité par le pouvoir politique ou économique, l'intellectuel expert peut ainsi soit servir régulièrement ses commanditaires, tel un véritable «conseiller du prince», soit les orienter plus ponctuellement sur des dossiers où ses compétences scientifiques sont reconnues, attendues et souvent récompensées. Cette forme d'engagement de l'intellectuel est d'autant plus favorisée en Suisse que la démocratie semi-directe y multiplie les occasions d'intervention au travers des commissions, groupes de travail et autres *task-force* mandatées pour faire avancer ou expertiser les projets politiques.

Cette spécificité a contribué à forger une image de l'intellectuel bien différente de celle de l'intellectuel à la française, bâtie sur le modèle dreyfusard,

et délimite également un «terrain d'action» de l'intellectuel qui est moins l'espace public, l'agora politique, que les antichambres du pouvoir. Commissions fédérales ou cantonales, conseils de fondation d'institutions culturelles ou délégations représentatives de la Suisse dans ses activités de politique étrangère: l'intellectuel suisse peut y jouer de sa fonction d'expert, au point de devoir parfois faire acte de complète allégeance à ses mandants, à son «corps défendant d'intellectuel». C'est ce que démontrent Pauline Milani et Matthieu Gillibert en analysant l'évolution des activités des attachés culturels dans la sphère diplomatique helvétique. L'intellectuel expert peut ainsi retirer de ses engagements dans le champ du pouvoir une reconnaissance directe sur plusieurs plans (financier, social, politique) mais aussi indirecte, en acquérant une assise socio-professionnelle qui lui permet d'étendre son réseau d'influence et d'éventuellement gravir ou réorienter les échelons de sa carrière.

Figure dominante de la scène suisse jusqu'à la fin des années 1960, l'intellectuel expert ne représente pourtant pas la seule posture possible. Mais les antifascistes de l'entre-deux-guerres, les compagnons de route du parti communiste ou les non-conformistes des années 1950 qui choisissent une posture proche de celle de l'intellectuel français, critique et engagé, sont généralement très mal vus et tenus à l'écart, quand ils ne sont pas mis au ban des cercles culturels. Après Carl Alfred Loosli, Jakob Bühler, André Bonnard ou Konrad Farnet, Walter Matthias Diggelmann en fait la pénible expérience, comme le montre Thomas Färber. Ainsi, presque par définition, le non-conformisme peine à trouver une large reconnaissance sociale dans les années d'après-guerre en Suisse. Il faut attendre la désagrégation du monolithe politico-culturel de la Défense nationale spirituelle mise en place officiellement dès 1938 et revitalisée après-guerre par la persistance d'un fort anticommunisme, l'élargissement du débat public qui en découle et l'émergence d'une nouvelle génération contestatrice bénéficiant d'un plus large accès aux études supérieures, pour que la posture critique de l'intellectuel s'affirme et s'impose. Si l'on voit dès 1970 s'engager sur la scène politico-culturelle suisse des intellectuels qui, suivant le modèle français, s'appuient sur l'opinion publique et sa capacité d'écho pour faire entendre leurs idées contestatrices, il est intéressant de souligner que cet engagement s'inspire également d'une conception de l'intellectuel critique en vogue en Allemagne, où des écrivains et artistes comme Bertolt Brecht ont développé une large réflexion sur le potentiel subversif de l'art et de la culture. Plutôt qu'une signature au bas d'un manifeste ou une intervention médiatisée dans un débat polémique projeté sur le petit écran, l'intellectuel helvétique peut aussi choisir comme répertoire d'action la création d'une œuvre critique, ironique et provocatrice. La publication par Max Frisch, en 1989, de *Suisse sans armée, un palabre*, évoquée par Dorothea Liehr, illustre bien cette posture critique qui

s'exprime au travers d'une création intellectuelle engagée.

En fin de compte, on ne saurait retenir de ces quelques sondages dans le monde intellectuel suisse l'impression dichotomique et exclusive d'une forte opposition entre «experts organiques» et «créateurs critiques». Les contributions réunies dans ce recueil révèlent également l'importance des médiateurs et animateurs culturels dans le champ intellectuel suisse, à l'image du portrait du «maître» Edmond Gilliard et de son vaste réseau de disciples, que nous brossent Florence Bays et Carine Corajoud. Ainsi, la posture de l'intellectuel médiateur, qu'il s'agisse de l'éditeur, du traducteur ou de l'«homme de revues», prend une grande place en Suisse. Cette prédominance supplante ainsi une culture du roman, de la poésie ou de l'œuvre purement créatrice qui peine à s'imposer dans un champ culturel bien restreint. L'autre retouche importante à apporter à un portrait trop contrasté du clerc helvétique vient de la nécessité de prendre en compte l'évolution des postures, voire leur mixité dans un seul et même itinéraire intellectuel. Landry Charrier le montre dans le cas d'Ernest Bovet qui, bon gré mal gré, laisse à la fin du Premier conflit mondial le monopole de la pensée helvétiste aux intellectuels «organiques» en puissance que sont les jeunes Gonzague de Reynold et Robert de Traz, pour s'engager dans un combat civique, proche du modèle dreyfusard, en vue de convaincre ses compatriotes du bien-fondé d'engager la Suisse au sein de la Société des Nations. Plus parlant encore puisqu'il traverse pratiquement le 20<sup>e</sup> siècle, l'itinéraire de l'intellectuel expert et néanmoins critique qu'incarne Jean-Rodolphe de Salis est exemplaire à cet égard, démontrant la variété des postures que peut adopter en Suisse une même personnalité intellectuelle.

*Alain Clavien, Claude Hauser*